

Chapitre 14

Le fait social économique : comment faire de l'économie un objet sociologique ?

(Frédéric Lebaron, École Normale Supérieure de Paris-Saclay

– CNRS, IDHES)

Dans la perspective durkheimienne, l'idée que les faits économiques sont une classe particulière de faits sociaux relève d'une forme d'évidence : ils en ont toutes les propriétés, mises en avant notamment dans les *Règles de la méthode sociologique* par Émile Durkheim lui-même¹. François Simiand, qui fut responsable de la rubrique « Sociologie économique » dans *L'Année sociologique*, a prolongé ces analyses, en particulier en insistant sur les dimensions représentationnelle et intrinsèquement collective du fait monétaire².

Plutôt que de revenir sur l'originalité et la spécificité de cette approche fondatrice déjà abondamment documentée et mise en perspective³, ce chapitre entend plutôt proposer des pistes visant à « actualiser » le concept de fait social appliqué à l'ordre économique, en le revisitant à la lumière de travaux plus récents, notamment les développements issus des œuvres de Pierre Bourdieu et Norbert Elias, mais aussi des analyses « sociogénétiques » en cours d'élaboration, inspirées notamment par Jean Piaget⁴ et Alain Testart⁵.

Le point de départ de ce chapitre est l'hypothèse selon laquelle l'entrée de tout individu dans l'ordre économique fait l'objet, comme pour le « reste » du monde social, d'un processus de *socialisation* qui rend possible l'action économique individuelle proprement dite, et qui permet, symétriquement, aux institutions économiques de « fonctionner » normalement. Ce processus est compris dans un sens proche de celui que lui confère Piaget dans ses premiers ouvrages, c'est-à-dire dans une optique qui donne toute leur place aux interactions inter-individuelles⁶. Dans un deuxième temps, nous développerons plus spécifiquement l'idée de fait social à propos d'un élément central de l'ordre économique, la monnaie, que Simiand avait déjà mise au centre de ses analyses à titre de siège principal des anticipations des acteurs. Nous discuterons, en particulier, du lien relativement étroit entre la formation d'espaces monétaires de plus en plus étendus et la formation des États, et, de façon plus théorique, de la dimension intrinsèquement sociale de l'objet-même qu'est la monnaie. L'exemple de la monnaie, objet économique essentiel, permet de souligner un élément jusqu'ici assez négligé, à savoir la caractérisation du monde social comme système d'interdépendances de nature symbolique et matérielle entre les individus, les institutions et, à une échelle plus large, entre les sociétés. Nous prendrons l'exemple du dernier « cycle » de l'économie mondiale pour mettre en valeur le caractère processuel ou dynamique de ces interdépendances.

¹ DURKHEIM Emile, 2013 [1895].

² SIMIAND François, 1934.

³ GISLAIN Jean-Jacques, STEINER Philippe, 1994. SIMIAND François, 2006. STEINER Philippe, 2011.

⁴ PIAGET Jean, 2002 [1923].

⁵ TESTART Alain, 2005.

⁶ Ibid.

Le fait économique comme fait de socialisation

Il y a *fait social* parce que les comportements humains relatifs à l'ordre économique (production, échange, consommation) ne sont pas naturellement et spontanément acquis par les enfants dans le cadre de leur développement biopsychologique (ils deviendraient sinon des acteurs économiques rationnels par simple maturation interne), mais qu'ils font l'objet d'un processus complexe d'intériorisation sociale interagissant avec le développement biopsychologique proprement dit. Dans ce processus, la dimension symbolique, y compris discursive, occupe une place déterminante. Nous retrouvons ici le point de départ des travaux de Piaget, en particulier dans *Le langage et la pensée chez l'enfant*⁷, où il fait de la socialisation le prolongement et l'épanouissement « environnemental » de la maturation progressive des structures cognitives et sensori-motrices de l'enfant.

Qu'est-ce qu'un *fait économique* ? Une première réponse consiste à reformuler la question autour de la notion d'action : qu'est-ce qu'une action économique ? S'il est convenu chez les économistes, après Lionel Robbins, d'y voir avant tout un choix sous contrainte de la rareté des moyens, on peut aussi, de manière plus empirique/descriptive, commencer par recenser des actes usuellement qualifiés d'économiques dans la pratique discursive ordinaire⁸, sans préjuger de leur *signification* pour les acteurs⁹ : actes d'échange (achat et vente), de consommation et d'épargne, prêt, calcul de coût rétrospectif ou anticipé, etc. Cette conception, développée aujourd'hui par les ethnographes de l'économie sous diverses formes (ethnographie économique¹⁰, ethnocomptabilité¹¹), a le mérite de laisser ouverte la question de l'extension des logiques de calcul et de « rationalité », qui apparaît très variable d'une société voire d'un groupe social à l'autre¹², et de centrer l'analyse sur des *faits* observables à proprement parler.

Une autre piste possible, librement inspirée par Jean Piaget, est de s'interroger sur le processus de développement psycho-social (ontogenèse) particulier associé à l'acquisition des pratiques et des catégories « économiques », comme le fait d'échanger, de calculer, de thésauriser, etc. C'est cette piste qui sera rapidement explorée dans les développements qui suivent, en tirant partie des travaux sur la socialisation économique qui commencent à se multiplier¹³.

La *consommation* fait sans aucun doute l'objet d'un intense processus de socialisation, sensori-moteur (apprendre à tenir une cuillère ou tout autre ustensile pour manger, par exemple) autant que langagier (nommer et qualifier les aliments, etc.), le langagier étant d'abord un prolongement du « sensori-moteur ». C'est même, en symbiose avec l'interaction langagière, le cœur de l'action des parents sur les enfants que de les *nourrir*, la consommation alimentaire (*manger*) fournissant peut-être la matrice (maternelle en premier lieu) de toute forme de

⁷ PIAGET Jean, 2002 [1923].

⁸ Il faudrait évidemment préciser ici ce que l'on entend par là. Nous laissons provisoirement cette question de côté, en partant d'une définition très étendue des concepts « économique ». BERNARD Yves, COLLI Jean-Claude, 2003.

⁹ Celle-ci est au centre de l'approche weberienne, et de ses difficultés.

¹⁰ DUFY Caroline, WEBER Florence, 2007.

¹¹ COTTEREAU Alain, 2012.

¹² BOURDIEU Pierre, 2017.

¹³ Lassarre, Dominique, et Christine Roland-Lévy, 2011. Pogliani Miletta Francesca, Plomb Fabrice et Henchoz Caroline, 2014. Voir également la journée d'études de l'AFS : <https://socioeco.hypotheses.org/5273>

consommation qui se développe plus ou moins parallèlement (s'habiller, jouer avec un objet...) et s'épanouira ensuite dans l'économie de marché « consumériste ».

L'épargne (reporter une consommation à plus tard et garder de l'argent pour le futur) est, en revanche, une opération qui met en jeu la monnaie et la relation à l'avenir, une anticipation calculatoire, ce qui est en fait une attitude cognitive beaucoup plus complexe, au cœur de la rationalité « capitaliste », comme l'a notamment montré Bourdieu¹⁴, à la suite de François Simiand, qui avait fait de l'anticipation le centre du processus d'action économique. On peut néanmoins penser qu'elle prend sa source dans la pratique de la thésaurisation, de la collection et de l'accumulation d'objets, etc., qui sont des actions très précoces chez l'enfant, mais sans signification « économique » à proprement parler.

La notion de « propriété » est bien évidemment l'une des catégories fondamentales sur lesquelles repose l'édifice de l'ordre économique, (propriété ou pas de la terre, du domicile, etc.). On peut également penser qu'elle est acquise de façon précoce, à propos des objets matériels du quotidien¹⁵ avant de concerner des terres ou des bâtiments, dans les interactions parents-enfants et qu'elle constitue même, à bien des égards, le point de départ implicite (le présupposé) de la structuration des activités qui deviendront « économiques » à proprement parler, surtout à partir du moment où s'opèrera la valorisation monétaire des objets au sens large, puis des actions ou ensemble d'actions (ce qui deviendra les « services » dans les catégories cristallisées de la comptabilité nationale et du droit, c'est-à-dire un ensemble d'actions *au service* d'une personne ou d'une institution¹⁶).

Propriété et possession étant liées, se pose alors la question du statut des relations inter-individuelles envisagées sous cet angle. La question a été abondamment traitée par la psychanalyse, et l'histoire des sociétés humaines en montre toute la complexité¹⁷. Si l'enfant possède un objet (sans en être juridiquement propriétaire), l'enfant peut-il aussi être un objet possédé par ses parents ? L'homme est-il « propriétaire » de la femme s'il a payé le « prix de la marié » dans certaines sociétés « primitives » (comme le montre Testart¹⁸) ? Ces questions peuvent peut-être, dans une optique piagétienne, recevoir un début de réponse avec l'étude du développement de la pensée et du langage de l'enfant eu égard à la possession, la propriété, l'appartenance, etc.

Il n'y a, en particulier, rien de spontané, au sens de relevant d'une propension biologique interne qui se développerait de façon endogène, dans l'opération d'échange « économique » entre deux « contractants » (la forme contractuelle supposant par définition un fort développement de l'appareil juridique, donc un processus d'institutionnalisation). Si une partie de l'action des instances socialisatrices (parents, enseignants, etc.) consiste, dans un sens très large, à *échanger* des biens et des services, cet échange est en premier lieu (ontogénétiquement) non-monnaire et, le plus souvent, de l'ordre du don pur (sans réciprocité attendue donc, selon la définition analytique stricte proposée par Alain Testart), même si très vite, des

¹⁴ BOURDIEU Pierre, 1977.

¹⁵ Cf. les interactions ludiques de type « à toi, à moi » entre la mère et l'enfant durant les premiers mois d'existence du bébé. Cf. CARTRON Annick, WINNYKAMEN Fayda, 2004.

¹⁶ Les catégories de la comptabilité nationale ont fait l'objet d'approches historiques et épistémologiques, notamment en France avec Alain Desrosières.

¹⁷ Cf. les travaux d'Alain Testart sur les formes de dépendance entre deux personnes comme élément fondamental de caractérisation des sociétés humaines depuis la préhistoire. Voir par exemple Testart Alain, 2005.

¹⁸ *Ibid.*

comportements intéressés et impliquant des symétries et des conditions se développent rapidement¹⁹. L'échange en question n'est pas séparé symboliquement de l'interaction socialisatrice globale, dans laquelle l'interaction verbale est fondamentale et participe de la construction du sens de l'action proprement dite : pour qu'un don soit don, il doit être *dit* (au moins constitué symboliquement) comme don. Faute de travaux empiriques très développés sur l'apprentissage par l'enfant du don et de l'échange, on en est bien sûr réduit à ce stade à des conjectures. Il est clair, en tout cas clair, que don et échange sont insérés dans un espace de socialisation plus global, dont la dimension symbolique est importante et détermine la construction des actions et institutions économiques. Parmi les premiers gestes « sociaux » de l'enfant, l'« offrande » à un pair a été observée par les psychologues et, parmi d'autres gestes, elle peut être analysée dans sa distribution inégale par des sociologues de l'enfance comme Wilfried Lignier²⁰.

L'activité de travail, sous sa forme aussi bien indépendante que salariée, paraît encore plus éloignée que l'échange proprement dit de la spontanéité du vivant, en tant qu'exécution d'un programme génétique qui serait seulement mitigé par l'environnement physique. « Gagner de l'argent » par une activité systématique fait l'objet d'un apprentissage progressif, y compris et peut-être surtout au sein du système éducatif, où l'on acquiert notamment les représentations associant l'effort ou la complexité et le niveau des gratifications symboliques (les notes), puis des rémunérations, etc. Comme dans l'évolution historique (phylogenèse), on peut penser que l'auto-production, comme le fait de jardiner, cuisiner, pour soi-même et ses proches sont un préalable à la forme monétaire, rémunérée, de l'activité de travail qui correspond à un système d'interdépendances plus étendu, supposant la monnaie et une division du travail poussée. Le travail est donc un fait social complexe devenu « naturel » sous l'effet de la socialisation, c'est-à-dire d'interactions répétées avec les parents, les pairs, les enseignants, visant à organiser des séquences d'activité « créatrices » au sens large, s'insérant dans un cadre défini. La forme monétaire ou non du travail est aussi l'une des dimensions fondamentales des rapports de genre, et participe de la perpétuation des rapports de domination entre hommes et femmes. Le travail féminin est socialement assimilé au don pur, sans contrepartie matérielle explicite (bien évidemment, il fait l'objet de valorisation symbolique sous la forme de qualifications positives et de gratifications affectives, là où le travail masculin (socialement) est caractérisé par un effort défini visant à une rémunération. Cette opposition est abondamment documentée désormais²¹.

L'activité du travail, en tant qu'elle présuppose un investissement symbolique dans une activité particulière, obéissant à un système de règles propres d'organisation, de valorisation symbolique et matérielle, etc., a peut-être pour fondement ontogénétique la pratique du jeu, qui a une place centrale dans la socialisation, et à la découverte à la fois des règles associées au collectif (qui sera le fondement des institutions au sens juridique), et de la coopération / concurrence propres précisément au jeu et intrinsèques à l'activité économique future. L'engagement dans un jeu est aussi l'apprentissage progressif de l'immersion dans une activité organisée coopérative et, le cas échéant, concurrentiel, avec ses « rôles » sociaux²².

¹⁹ Par exemple, ce type de transaction non monétaire : « si tu ne fais d'histoire en prenant le bain on pourra regarder le dessin animé plus rapidement ».

²⁰ CARTRON Annick, WINNYKAMEN Fayda, 2004. LIGNIER Wilfried, 2019.

²¹ ROUYER Véronique, MIEYAA Yoan et LE BLANC Alexis, 2014.

²² PIAGET Jean, 1932.

On peut penser que les socialisations juridique, « politique » et religieuse, qu'il faudrait bien sûr spécifier, interagissent étroitement avec l'acquisition d'une vision normée, c'est-à-dire orientée, des actions économiques²³. Celle-ci se déploie d'abord dans l'univers du jeu puis, progressivement, dans un cadre de plus en plus formel, avec en particulier l'école. Elle consiste en la maîtrise de codes de comportement de plus en plus spécifiques, en partie ritualisés, qui s'imposent dans toutes les activités proprement économiques (et aussi non-économiques).

Encadré 1 Le fait économique comme fait social total chez Pierre Bourdieu²⁴

Si le point de départ de l'analyse de Bourdieu dans son cours au Collège de France de 1992-93 réactive une opposition somme toute classique entre économie traditionnelle (économie symbolique) et économie moderne (économie économique), il n'en reste pas à l'idée que la société kabyle serait moins « économique » que la société capitaliste. Si l'on peut parler d'économie économique, c'est que le mot « économie » revêt manifestement deux sens : l'économie au sens large renvoie à toute dépense d'activité ou d'énergie, elle est dès lors toujours présente dans toutes les sociétés humaines (voire animale, dès lors qu'on considère l'effort pour se nourrir comme la base de l'économie) ; l'économie au sens restreint renvoie à la calculabilité, la possibilité même de mesurer les coûts et les bénéfices de manière explicite, la monétarisation, l'individualisation de la recherche du gain, etc.

Le cours opère un retour approfondi sur les spécificités et l'extension de la logique de l'honneur (échange symbolique), qui interdit à l'homme kabyle accompli d'accéder à la rationalité économique capitaliste « telle que nous la connaissons ». C'est la socialisation précoce au sein de la société traditionnelle qui « fabrique » un homme (homme plutôt que femme, au passage) ajusté à ses obligations propres, notamment celles de l'échange symbolique et de l'accumulation de capital symbolique. Bourdieu voit dans notre société de nombreux « ilots » où l'économie symbolique se maintient (la famille, l'Etat, les champs de production culturelle...), mais il décrit en creux une société capitaliste largement dominée par des processus de socialisation à la rationalité économique.

Mais, au lieu de durcir cette opposition première, il va plutôt ensuite la déconstruire partiellement et la réévaluer, en montrant que le champ économique est lui-même un ordre symbolique particulier, qui obéit à une logique symbolique centrée sur la calculabilité (une autre économie symbolique), laquelle a fait l'objet d'une invention socio-historique particulière ; celle-ci a tellement bien réussi qu'on a du mal aujourd'hui à saisir ce qu'a d'arbitraire l'ordre économique rationalisé et calculable dans lequel nous évoluons « comme des poissons dans l'eau ». La clé de cette naturalisation est le processus d'inculcation sur lequel repose la fabrication des dispositions économiques.

Bourdieu développe l'idée qu'entre la société précapitaliste et la société capitaliste s'est produit ce qu'il appelle une révolution symbolique, qui est difficile à penser car nous en sommes en partie le résultat. Cette révolution symbolique, à laquelle la pensée économique a fortement contribué (l'analogie avec le rôle des légistes pour l'Etat est évidente), a fait émerger l'intérêt, l'entreprise, le marché tels que nous les connaissons ou plutôt les percevons (indépendamment

²³ Sur ces questions voir la synthèse de COURT Martine (2017). Voir également LIGNIER Wilfried, PAGIS Julie, 2017, et LIGNIER Wilfried, 2019. Voir également : JOLY Marc, 2018.

²⁴ BOURDIEU Pierre, 2017.

de toute considération religieuse, morale voire politique, loin de la réciprocité inhérente à la logique du don et de l'honneur). Révolution symbolique : l'expression est adossée à une référence au linguiste Émile Benveniste, crédité d'un travail d'anthropologie économique fondamental, et à un retour vers Mauss et Marx. Cette révolution a conduit à faire émerger des représentations et des discours la logique du calcul et du coût qui était en quelque sorte inhibée dans le contexte de la société précapitaliste. C'est en partie la notion maussienne d'attente collective qui va lui permettre de décrire le processus de changement, de conversion du regard qui accompagne cette révolution. Bourdieu est conduit à voir dans l'État un acteur clé de cette transformation, dans la mesure où il contribue à la dépersonnalisation qui va s'épanouir dans l'échange marchand non-dénié.

Contre Marx pourtant, Bourdieu va refuser l'idée que l'impérialisme du marché aboutit à la destruction pure et simple des échanges symboliques, et va insister sur l'importance des résistances à l'extension de la pure logique marchande. Il va alors montrer que les comportements économiques au sein de nos sociétés ont une importante dimension symbolique. Il développe le cas du contrat de travail, avec les enjeux symboliques autour des professions, de la dimension symbolique des actes de consommation, en revenant sur des analyses développées dans La distinction, etc.

Cela le conduit à décrire, à plusieurs reprises, les économistes comme des individus qui universalisent leur rapport très particulier, très spécifique et très scolastique, au monde social, qui les place au centre de la production de croyance collective dans nos sociétés. Bourdieu développe finalement ce qui était au départ le cœur de son projet de cours, à savoir l'exposition de sa conception propre du champ et de l'habitus économique contemporains. Il le fait à partir d'un dialogue étroit avec la théorie économique, dont il discute pied à pied les simplifications et les biais (déductivisme, anhistoricisme, etc. : on retrouve ici la critique durkheimienne classique), en prônant ce qu'il appelle un rationalisme historiciste. Il expose ainsi la notion de champ économique comme champ de luttes et de forces, insiste sur le rôle de l'Etat, et développe des propriétés génériques des champs et de la rationalité pratique des agents.

La monnaie, fait social économique par excellence

Avec son article « La monnaie, réalité sociale » de 1934²⁵, François Simiand a posé un ensemble de bases théoriques permettant de constituer l'ordre monétaire comme fait social²⁶. Il a ainsi placé la monnaie au cœur du monde économique. Pour cela, il a étroitement associé l'usage de la monnaie à l'existence de *représentations collectives* sans lesquelles il n'y a pas de dynamique économique proprement dite. Cela concerne aussi la dimension du travail productif, puisque le travail, en particulier salarié, suppose un effort et l'anticipation d'un gain possible et ne peut donc être séparé de la monnaie (rémunération).

Cette proposition, certes très générale et encore abstraite, est cohérente avec ce que nous venons de développer dans un premier temps, à savoir le fait que l'action économique, même dans ce qu'elle a de plus générique et matériel (l'acte de consommation, l'échange, le travail

²⁵ SIMIAND, 1934.

²⁶ Une vaste littérature de sciences sociales accorde une grande place à la monnaie au fondement de l'ordre social, de David Graeber à André Orléan, en passant par Geoffrey Ingham.

rémunéré, etc.), est insérée dans un espace « socio-symbolique », construit dans l'environnement infantin, qui non seulement lui donne sens mais la fait exister en tant que telle.

L'apprentissage de l'échange monétaire est ainsi un aspect de la socialisation plus globale, qui mobilise la connaissance du *nombre* en tant que symbole (où l'on retrouve, bien sûr, Piaget²⁷), associé, par une opération symbolique (on fait correspondre un nombre à un objet au sens large), à un espace d'objets ou de services. Apprendre à échanger avec de l'argent, c'est apprendre à compter et, rapidement, à calculer (« jouer au marchand (ou à la marchande) »), fondement du concept plus complexe de *marché* (approché dans un premier temps comme ensemble des individus qui échangent en un lieu donné). Si cela suppose la maîtrise du nombre et de ses propriétés, cela suppose aussi la capacité à mettre en relation du monétaire et du non-monétaire, opération fondamentale de l'ordre économique (*valorisation monétaire*). On trouve dans l'ouvrage de Piaget et Inhelder sur la construction du nombre chez l'enfant²⁸ des exemples d'exercices proposés aux enfants où on leur demande de comparer des sommes d'argent mise en équivalence avec des objets. Les auteurs se concentrent sur les erreurs systématiques de calcul numérique mais ne traitent pas de la question de l'apprentissage de l'opération qui consiste à donner une valeur monétaire à un objet. Or, c'est là sans doute la base symbolique fondamentale de l'ordre économique monétarisé, et la première et plus générale fonction de la monnaie (instrument d'échange) ainsi que le note Testart.

Simiand avait d'abord à l'esprit la double dimension, « matérielle » et numérique, de la monnaie. La dimension matérielle correspond, historiquement, à la constitution d'un métal (or, argent...) comme support fondamental de l'échange, mais cette propriété renvoie plus précisément à l'existence de formes standardisées et identifiables comme « monnaie », en tant que moyen de paiement (pièces puis billets)²⁹. Avec la dématérialisation contemporaine de la monnaie, ne subsiste à la limite de ce processus plus que l'identification symbolique de l'objet monétaire (le dollar, l'euro...). Celle-ci constitue une entité déterminée par un simple *nom de monnaie* désormais détaché de tout objet matériel. Cette construction symbolique sophistiquée est, de plus, associée de façon étroite à la quantification et, plus précisément, au nombre. Échanger avec de l'argent suppose aussi la maîtrise d'un minimum de calcul ou au moins de représentation numérique associé à la reconnaissance d'une entité symbolique quantifiable. C'est même l'un des espaces de quantification les plus denses et les plus systématiques au sein desquels est rapidement immergé l'enfant, en tout cas dans les sociétés les plus « développées » (monétarisées)³⁰.

Simiand considérait que la représentation temporelle des grandeurs monétaires (le salaire, les prix) était le substrat-même des anticipations économiques, donc sociales puisqu'elles sont le fait de groupes humains insérés dans des relations collectives. Une hausse des moyens monétaires déclencherait un mouvement d'optimisme collectif qui, par le jeu des actions et réactions de groupes humains importants, serait associé au « progrès » matériel ; et réciproquement, la diminution des moyens induirait un mouvement de baisse des grandeurs dites « nominales », cela aussi bien dans les cycles courts que longs (« fluctuations », pour

²⁷ PIAGET Jean, SZEMINSKA Alina, 1997 [1941].

²⁸ *Ibid.*

²⁹ TESTART Alain, 2001. La définition retenue par Testart après un long développement analytique et critique repose sur l'idée de *moyen de paiement*.

³⁰ Simiand, 1934. Les travaux sur la socialisation économique intègrent la dimension monétaire : Lassarre, Dominique, et Christine Roland-Lévy, 2011. POGLIA MILETI Francesca, PLOMB Fabrice et HENCHOZ Caroline, 2014.

rester proche des formulations de Simiand)³¹. Cela conduirait à la fois à la dynamique cyclique des économies et à la « progression » tendancielle de la production et du niveau de vie, au moins durant certaines périodes comme celle qui suit la « révolution industrielle ». Nous verrons plus loin que cette conception, qui lie dynamique monétaire et dynamique productive, est encore actuelle, quoiqu'un peu naïvement productiviste lorsqu'elle associe mouvement économique et progrès, et même sans doute plus que jamais pertinente à l'heure des politiques monétaires « non conventionnelles » et de la financiarisation, qui sont indissociables de la mondialisation productive.

À cette conception endogène de la dynamique économique-monétaire – conception fondée sur l'existence d'une connexion fondamentale entre monnaie et travail productif –, les travaux plus récents conduisent à ajouter un élément largement laissé de côté par Simiand dans le sillage des économistes classiques jusqu'à Marx, à savoir le lien étroit existant entre la structuration symbolique des monnaies et la formation d'entités politiques³². Même si ce lien est historiquement complexe, l'extension de l'acceptation d'une monnaie implique par elle-même une dynamique de reconfiguration des échelles politiques et un processus de construction de l'Etat, dans sa dimension proprement économique (monnaie, impôt, dette publique...) sous des formes multiples. L'étatisation progressive de la monnaie au fil de l'histoire humaine fait de celle-ci un objet intrinsèquement politique, en ce qu'il implique une stabilisation des rapports sociaux à une échelle large qui renvoie à la constitution d'un Etat, et une interaction entre les acteurs privés et publics constitutives de l'ordre économique « moderne »³³.

Avec la formation postérieure des banques centrales, constituées en entités (publiques) autonomes, le processus d'institutionnalisation de la monnaie s'est encore accentué, et l'on en trouve la traduction dans la présence visible sur les pièces et billets de symboles « politiques », qui peuvent être nationaux ou supranationaux, médiés par l'institution qu'est la banque centrale. Ainsi, il est désormais banal de constater qu'une pièce ou un billet n'est pas seulement la mise en forme d'un moyen d'échange, mais l'expression d'une communauté politique et d'une banque centrale (avec sur certains billets la signature du gouverneur, persistance de la personne dans un univers hautement dépersonnalisé à première vue, et aussi parfois d'une figure fondatrice de la communauté³⁴). C'est encore plus évidemment le cas lorsqu'on considère une « entité monétaire » dans ce qu'elle a de moins matériel : l'euro est en soi un objet politique autant qu'économique, traduction d'un projet reliant 20 pays européens, sous l'égide d'une banque centrale unique.

Le lien entre l'ordre monétaire et l'ordre politique est tellement étroit et constitutif désormais qu'il passe souvent inaperçu des acteurs économiques eux-mêmes pour lesquels l'argent est par essence de l'ordre du « privé » (il m'appartient, ou pas). Les analyses de Simiand laissaient très largement de côté la structuration de l'espace politique global associé aux dynamiques monétaires, et peut-être, de façon plus précise, les interdépendances cachées entre les processus économiques « endogènes » (la découverte de mines d'or, par exemple, suivie de jeux d'actions et réactions des groupes sociaux) et les processus politiques par essence transnationaux, qui

³¹ SIMIAND François, 1932.

³² TESTART Alain, 2001. De nombreux auteurs ont réévalué la dimension politique de la monnaie, par exemple INGHAM Geoffrey, 2019.

³³ Cf. les travaux de Bruno Théret (2008), dans la lignée des travaux menés au sein de l'école de la régulation, notamment, André Orléan et Michel Aglietta.

³⁴ Le cas le plus frappant aujourd'hui est le *yuan* (officiellement : *renminbi*), dont les billets sont à l'effigie de Mao Zedong, fondateur de la Chine communiste.

rétroagissent en permanence sur la valeur-même des devises, comme le montre l'exemple de la monnaie hégémonique de l'après-Deuxième Guerre mondiale : le dollar.

Le fait monétaire est également politique et, dès lors, les chaînes d'interdépendance sous-jacentes à un objet aussi apparemment spontané que l'échange monétaire se sont fortement allongées au fil du temps, faisant d'une opération aussi anodine et quotidienne (l'achat en euros d'une baguette de pain par exemple, rituel français encore très vivant) un acte en un sens dépendant d'un espace politique hautement sophistiqué (l'Union monétaire de 20 pays).

Avec la financiarisation, c'est-à-dire le poids croissant du secteur financier et des critères financiers dans la décision économique, et, plus précisément, le développement de marchés des changes où la valeur des devises fluctue de façon continue, les interdépendances entre espaces étatiques et processus de marché se sont encore complexifiées³⁵. Aujourd'hui, elles sont au cœur de la vie sociale, ce qui justifie d'en faire une composante essentielle du fait social économique, adoptant ainsi une approche systématiquement « relationnelle » très directement inspirée par Norbert Elias, en ce qu'elle met particulièrement l'accent sur les interdépendances entre acteurs et entre institutions³⁶. L'exemple de la monnaie, fait économique essentiel, permet de souligner un élément jusqu'ici peu considéré, à savoir la caractérisation du monde social comme système d'interdépendances de nature largement symbolique entre les individus, les institutions et, à une échelle plus large, entre les sociétés

Si l'existence de marchés des changes implique une interdépendance forte entre les devises, les interdépendances monétaire-financières vont encore bien au-delà aujourd'hui, à l'issue d'un processus de mondialisation financière multiforme, qui s'est accéléré dans les années 1980³⁷. La valeur d'un euro est ainsi le produit d'un ensemble très vaste de relations qui mettent en jeu la totalité des marchés financiers globalisés. La « financiarisation » contemporaine est ainsi la constitution d'un vaste système qui met en jeu des acteurs institutionnels multiples et variés. Un fond spéculatif peut contribuer à déstabiliser le fonctionnement ordinaire d'un Etat et, partant, affecter plus ou moins profondément la vie quotidienne de millions d'acteurs individuels. Ces interdépendances monétaire-financières mettent principalement en jeu les banques centrales, les Etats et les firmes à différents niveaux.

Avec la globalisation de l'activité productive, l'idée d'interdépendance productive (avec la thématique des « chaînes de valeur », remises en cause avec la crise sanitaire en 2020) est devenue banale, mais toutes les conséquences n'en sont pas toujours tirées. Aujourd'hui, même l'échange le plus local sur le circuit le plus « court », mobilisant une monnaie alternative³⁸, est inséré dans le système global d'interdépendances qui caractérise l'économie mondiale, ne serait-ce que parce qu'il n'existe que comme tentative d'échapper radicalement à ce système sans pouvoir le faire de façon absolue.

On peut ainsi considérer que les dynamiques économiques contemporaines mettent en jeu un système complexe caractérisé par les interdépendances asymétriques entre acteurs (au sens large) inégaux. Une grande partie de celles-ci est d'ordre monétaire-financier, mais elles ne sont jamais séparées des dynamiques productives sur lesquelles les économistes ont souvent mis

³⁵ MORIN François, 2006.

³⁶ ELIAS Norbert, 1991.

³⁷ MORIN François, 2006 ; CHESNAIS François, 1997.

³⁸ Par exemple, le « radis » est utilisé dans la commune alsacienne d'Ungersheim. Pour un exemple international, voir la MonedaPar en Argentine actuellement étudiée par Raphaël Porcherot dans sa thèse de doctorat.

l'accent de manière plus centrale, tout en étant simultanément enjeu entre groupes sociaux et enjeu politique³⁹.

La séquence historique 2009-2020 : une approche par le fait social économique

Dans nos travaux en cours sur les conséquences de la crise de 2008⁴⁰, nous faisons l'hypothèse d'un processus socio-économique avançant par séquences relativement cohérentes, caractérisées non par des *équilibres*, mais par un *enchaînement toujours spécifique entre les déséquilibres résultant d'interdépendances asymétriques*. Ces processus ont pour fondement le jeu d'actions et réactions d'individus concrets, socialisés dans des contextes précis, dotés de ressources multiples et inégales, eux-mêmes inscrits dans des réseaux d'interdépendances ne cessant d'évoluer à différentes échelles. Ce n'est qu'en donnant toute sa place à ces acteurs individuels et collectifs, dans toute leur profondeur « socio-biographique » (qui permet de comprendre l'articulation entre leurs discours, croyances et comportements), et à leurs multiples relations, que l'on peut saisir la nature et la complexité du *fait social économique*.

Durant la période postérieure à la crise de 2008, les dirigeants des banques centrales, les chefs d'Etat et de gouvernement, les ministres de l'économie - Ben Bernanke, Nicolas Sarkozy, Christine Lagarde, Wolfgang Schäuble, Yanis Varoufakis, etc. - sont les acteurs les plus visibles de la « réponse à la crise », mais ils doivent composer en permanence avec une multitude d'autres acteurs inégalement « influents » : les hauts-fonctionnaires (en particulier économiques et financiers), les dirigeants des banques et des institutions financières privées, les investisseurs, les chefs d'entreprise, les dirigeants politiques, syndicaux et patronaux, les lobbyistes, les journalistes, les experts, et bien sûr, plus largement, l'ensemble des individus et groupes qui tentent d'une manière ou d'une autre d'infléchir le « cours des choses ».

Si les mouvements monétaires et financiers sont les supports de croyances collectives, c'est par l'intermédiaire d'un processus continu et d'apparence simple : les variations relatives de l'ensemble des prix observables au sein des sociétés. Car celles-ci sont l'un des principaux éléments empiriques qui permettent de déterminer la nature et le sens des rapports de force entre les groupes et les secteurs, de l'échelle mondiale à l'échelle locale – l'échange marchand étant l'une des principales relations d'interdépendance économique au sein des sociétés contemporaines, à côté de la relation d'endettement. Les prix des actifs (immobiliers, financiers) sont une composante de ce processus, d'autant plus essentielle que la financiarisation des économies a tendu à unifier les mécanismes de formation des prix, des matières premières (le blé par exemple) jusqu'aux produits financiers « complexes » (comme les produits dits structurés). L'étude des variations relatives des principaux prix, condensés de *fait social économique*, fournit un analyseur de chaque séquence historique envisagée comme moment socio-économique spécifique.

La séquence 2009-2020 peut ainsi être analysée comme un enchaînement de processus de déséquilibres au sein d'un réseau interdépendances structurelles à l'échelle mondiale. Ce

³⁹ En particulier dans la tradition marxiste et régulationniste : pour une tentative récente d'intégration, voir BOYER Robert, 2011 ; du côté néo-classique, l'importance du politique a été réévaluée à travers la notion de gouvernance, mais la dimension monétaire et financière de la dynamique économique, systématiquement distinguée de la « sphère réelle », reste sous-estimée et relativement mal prise en compte par les modèles qui ne font pas de ces interdépendances une donnée fondamentale.

⁴⁰ Pour un premier aperçu : LEBARON Frédéric, 2020.

processus fait suite à l'ébranlement initial survenu sur le marché immobilier états-unien, qui entraîne rapidement et fortement les prix des actifs immobiliers et financiers à la baisse. S'ensuivent, après une phase d'instabilité, la restauration et l'amplification du pouvoir de la finance anglo-saxonne, et sa traduction plus ou moins forte dans des politiques d'austérité budgétaire. Celle-ci consacre la domination des agents étatico-financiers et de leur idéologie sur l'ensemble des autres acteurs et groupes sociaux.

La période 2009-2020 est caractérisée par un ensemble de traits qui lui sont propres : une expansion monétaire maintenue à des niveaux très élevés par les banques centrales, l'incapacité des économies « développées » occidentales à sortir d'une situation de très fort endettement public et privé et la mise en œuvre simultanée de politiques d'austérité budgétaire censées permettre de rétablir les équilibres de long terme. Si Dominique Strauss-Kahn, au Fonds Monétaire International, et Ben Bernanke, à la banque centrale américaine, incarnent assez bien la parenthèse keynésienne de 2008-2009, les dirigeants politiques, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy en premier lieu, seront au premier plan du tournant de l'austérité européenne et mondiale. Mais c'est le « couple » Xi Jinping / Donald Trump dont la relation illustre le mieux les ambivalences de ce qui apparaît désormais comme une période de remise en cause de plus en plus ouverte de la mondialisation sur fond d'austérité. La croissance très modérée des années 2010 dans les pays occidentaux est tirée par les taux d'intérêt faibles et par la permanence de l'endettement. Ceux-ci contrebalancent les pressions déflationnistes liées aux politiques d'austérité budgétaire et à la stagnation des rémunérations salariales, elle-même associée aux faibles coûts de production des concurrents globaux des économies dominantes. Au sein de la zone euro, les acteurs orthodoxes (Wolfgang Schäuble), qui continuent d'imposer leurs choix, font face à de nouveaux contestataires (Yanis Varoufakis⁴¹ par exemple), qui dénoncent la situation faite aux pays les plus fragiles.

Cette perspective réaffirme donc la centralité sociale et politique de la monnaie, étendue à la finance dans le contexte de financiarisation des économies, et l'opérationnalise en donnant un statut déterminant à la variation des prix relatifs des biens et services, des actifs et du travail. On caractérise ainsi l'économie comme système d'interdépendances dynamiques et asymétriques entre acteurs, groupes, secteurs, etc. Il s'agit ensuite de déterminer les échelles pertinentes du jeu de ces interdépendances systémiques, qui conduit à distinguer le monde occidental dominant autour des Etats-Unis et l'UE, et le monde asiatique autour de la Chine, *challenger* en ascension. Ces éléments s'articulent étroitement les uns avec les autres.

Les croyances collectives sont portées par les discours des acteurs individuels et collectifs, en premier lieu les banquiers centraux, dont les décisions et autres comportements fixent les grandes orientations des prix relatifs, qu'il s'agisse du taux d'intérêt, du prix des biens et services ou du prix des actifs. Ceux-ci dépendent, précisément, des relations d'interdépendance asymétriques entre acteurs socio-économiques. Ces relations sont aussi le cadre de rapports de force matériels et symboliques (car les relations entre institutions sont toujours simultanément des relations de sens, matérialisées dans des discours) qui ne cessent de se transformer au fil du temps et nécessitent une étude presque au jour le jour, mobilisant divers instruments d'analyse empirique.

⁴¹ Voir VAROUFAKIS Yanis, 2017. Nous avons traité par ailleurs de la mobilisation d'économistes contestataires dans le champ académique global. Voir Lebaron F., 2020.

Encadré 2 : L'approche socio-discursive au service de l'analyse de la dimension symbolique des faits économiques

Le détour systématique par une approche socio-discursive, qualitative et quantitative, initiée en France par plusieurs travaux⁴², apporte de nombreux éléments d'objectivation des déplacements que connaissent les croyances individuelles et collectives en contexte de crise⁴³. Nous avons par exemple montré, avec Thierry Guilbert, que les discours « austéritaires » prenaient corps au sein de la BCE tout au long de 2010, année de retournement radical après une « parenthèse keynésienne », confirmant le tournant mis en évidence, pour les acteurs centraux, par Arthur Boriello. Corine Gobin a montré pour sa part la continuité néolibérale des « Grandes orientations de politique économique » de l'UE autour d'un discours articulant compétitivité et croissance, qui ne connaît qu'une timide inflexion dans les années 2010 ? On note actuellement un renouveau des approches socio-discursives notamment autour des questions de politique économique.

Conclusion :

Quelle est la conception de la méthode scientifique appropriée à l'étude de ces phénomènes ? Au lieu de hiérarchiser et opposer les techniques et les disciplines, il s'agit plutôt pour nous, renouant avec l'ambition synthétique de la sociologie durkheimienne, de construire un cadre d'interprétation cohérent qui rende possible la convergence des outils d'analyse et des résultats qu'ils permettent d'obtenir.

Dans cette perspective, le *fait économique* peut être considéré comme *fait social* dans le sens le plus systématique du terme. Le fait social économique est inséré dans un ordre symbolique, un univers de représentations collectives qui font l'objet d'un apprentissage progressif indissociable de la pratique ; il met en jeu de façon élaborée le rapport au temps et l'estimation de grandeurs, principalement monétaires, qui accompagnent l'échange, la production et toutes les actions « économiques ».

Nous avons montré que cette notion, utilisée dans la perspective initiée par Simiand, permettait de revisiter les cycles économiques dans une approche intégratrice, en mettant en avant les systèmes d'interdépendances asymétriques et instables qui fondent les dynamiques économiques. Il convient néanmoins de continuer à affiner l'outillage durkheimien pour penser les spécificités de notre époque, comme le poids démesuré pris par le secteur et les logiques de la finance, ou encore la dimension toujours conflictuelle de l'ordre social qui interdit de présupposer l'existence de mécanismes implacables de nature quasi-physique, en dépit de la force inertielle des institutions et des pratiques.

Bibliographie

⁴² Notamment LEIMDORFER François, 2009. Voir notamment les travaux de Marc Glady, Frédéric Moulène, Philippe Hambye, et beaucoup d'autres.

⁴³ Voir le numéro de *Langage et société* (n°166, 2019/1) consacré à ces questions.

- BERNARD Yves, COLLI Jean-Claude, 2003, *Vocabulaire économique et financier*, Paris, Seuil.
- BOURDIEU Pierre, 1977, *Algérie 60. Structures économiques et structures temporelles*, Paris, Minuit.
- BOURDIEU Pierre, 2017, *Anthropologie économique. Cours au Collège de France 1992-1993*, Paris, Le Seuil / Raisons d'agir.
- BOYER Robert, 2011, *Les financiers détruiront-ils le capitalisme ?* Paris, Économica.
- CARTRON Annick, 2004, WINNYKAMEN Fayda, *Les relations sociales chez l'enfant. Genèse, développement, fonctions*, Paris, Armand Colin.
- CHESNAIS François (dir.), 1997, *La mondialisation financière. Genèse, coûts et enjeux*, Paris, Syros.
- COTTEREAU Alain, 2012, *Une famille andalouse. Ethnocomptabilité d'une famille invisible*, Paris, Bouchene.
- COURT Martine, 2017, *Sociologie des enfants*, Paris, La Découverte.
- DUFY Caroline, WEBER Florence, 2007, *L'ethnographie économique*, Paris, La Découverte.
- DURKHEIM Emile, 2013 [1895], *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF.
- ELIAS Norbert, 1991, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, La Tour d'Aigue, Editions de l'Aube.
- GISLAIN Jean-Jacques, 1994, STEINER Philippe, *La sociologie économique. 1890-1920*, Paris, PUF.
- INGHAM Geoffrey, 2019, *Money : Ideology, History, Politics*, Londres, Polity Press.
- JOLY Marc, 2018, « La sociologie de l'enfance, ou l'âge de raison de la sociologie ? », *Revue Zilsel*, n° 3, p. 357-378.
- JOLY Marc, LEBARON Frédéric, (à paraître), « Comment réunifier le constructivisme génétique ? ».
- *Langage et société*, 2019, « Discours austéritaires. Histoire, diffusion et enjeux démocratiques », n°166 (1), Paris, MSH.
- LASARRE, Dominique, et ROLAND-LÉVY Christine, 2011, « Représentations et socialisation économique », in, LASARRE, Dominique, et ROLAND-LÉVY Christine (dir.), *La psychologie sociale appliquée à l'économie*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, pp. 59-90.
- LEBARON Frédéric, 2020, *Savoir et agir. Chroniques de conjoncture*, Vulaines-sur-Seine, Croquant, « Savoir / Agir ».
- LEIMDORFER François, 2009, *Les sociologues et le langage*, Paris, MSH.
- LIGNIER Wilfried, 2019, *Prendre. Naissance d'une pratique sociale élémentaire*, Paris, Seuil.
- LIGNIER Wilfried, PAGIS Julie, 2017, *L'enfance de l'ordre. Comment les enfants perçoivent l'ordre social*, Paris, Seuil.
- MORIN François, 2006, *Le nouveau mur de l'argent : essai sur la finance globalisée*, Paris, Le Seuil.
- PIAGET Jean, 1932, *Le jugement moral chez l'enfant*, Paris, Alcan.
- PIAGET Jean, 2002 [1923], *Le langage et la pensée chez l'enfant*, Neuchâtel, Delachaux et Niestlé.
- PIAGET Jean, 1997 [1941], SZEMINSKA Alina, *La genèse du nombre chez l'enfant*, Delachaux et Niestlé.
- POGLIA MILETI Francesca, PLOMB Fabrice et HENCHOZ Caroline, 2014, « De la socialisation financière à l'autonomie économique : processus d'acquisition des compétences

et des représentations liées à l'argent auprès d'étudiants vivant en Suisse », *Pensée plurielle*, 37(3), p. 53-65.

- ROUYER Véronique, MIEYAA Yoan et LE BLANC Alexis, 2014, « Socialisation de genre et construction des identités sexuées », *Revue française de pédagogie*, 187, 97-137.

- SIMIAND François, 1932, *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, Paris, Alcan.

- SIMIAND François, 1934, « La monnaie réalité Sociale », *Annales Sociologiques*, Série D, Fascicule 1, pp. 1-58.

- SIMIAND François, 2006, *Critique sociologique de l'économie* (textes présentés par Jean-Christophe Marcel et Philippe Steiner), Paris, PUF.

- STEINER Philippe, 2011, *La sociologie économique*, Paris, La Découverte.

- TESTART Alain (dir.), 2001, *Aux origines de la monnaie*, Paris, Errance.

- TESTART Alain, 2005, *Éléments de classification des sociétés*, Paris, Errance.

- THÉRET Bruno, 2008, *La monnaie dévoilée par ses crises*, Paris, EHESS.

- VAROUFAKIS Yanis, *Conversations entre adultes. Dans les coulisses secrètes de l'Europe*, Paris, LLL, 2017.